

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n°2021/08/11

date de dépôt : 18 juin 2021

date d'affichage en mairie : 21 juin 2021

demandeur : **COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER**

représentée par : **M. REVERCHON Jean-Pierre**

pour : modification d'un mur d'enceinte par suppression d'un escalier en émergence sur le parvis de l'église et sa reconstruction en dehors du parvis. Reprise des enduits dégradés sur les murs existants. Création d'un sanitaire public avec une porte en alignement dans le mur, à l'emplacement de l'ancien escalier.

**adresse terrain : RUE DE LA MAIRIE,
à JASSANS-RIOTTIER (01480)**

ARRÊTÉ

D'opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 18 juin 2021 par la COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER représentée par M. le Maire Jean-Pierre REVERCHON demeurant 333 RUE DE LA MAIRIE, à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification d'un mur d'enceinte par suppression d'un escalier en émergence sur le parvis de l'église et sa reconstruction en dehors du parvis, pour la reprise des enduits dégradés sur les murs existants et pour création d'un sanitaire public avec une porte en alignement dans le mur, à l'emplacement de l'ancien escalier ;
- sur un terrain situé RUE DE LA MAIRIE, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29 mars 2018 ;

Vu l'avis conforme défavorable de l'architecte des Bâtiments de France en date du 21 juillet 2021 ;

Considérant que le projet est situé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme et qu'il est localisé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité de l'Eglise de Jassans-Riottier - classée monument historique.

Considérant que le projet se situe dans le champ de visibilité ou aux abords de l'Eglise de Jassans-Riottier - classée Monument historique, et qu'il est donc soumis à l'application des articles L.425-1 et R. 425-1 du code de l'urbanisme,

Considérant que l'architecte des Bâtiments de France a émis un avis défavorable au projet considérant que ce dernier n'est pas compatible avec la recherche de qualification des abords du monument historique, que les travaux (mise en place de résine, porte métallique, suppression de l'enduit sur le soubassement du mur) portent atteinte à la perception du monument historique, que ces dispositifs ne sont pas adaptés au monument.

Considérant par conséquent que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce monument historique à ses abords, que l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord à la délivrance de l'autorisation demandée.

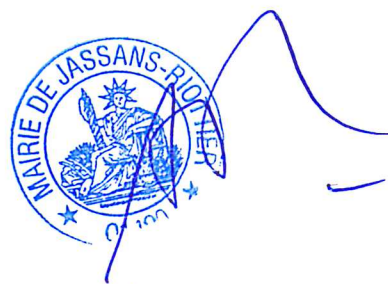
ARRÊTE

Article 1

Il est fait opposition à la déclaration préalable déposée le 18 juin 2021 par la COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER représentée par M. le Maire Jean-Pierre REVERCHON pour la modification d'un mur d'enceinte par suppression d'un escalier en émergence sur le parvis de l'église et sa reconstruction en dehors du parvis, pour la reprise des enduits dégradés sur les murs existants, et pour la création d'un sanitaire public avec une porte en alignement dans le mur, à l'emplacement de l'ancien escalier.

A JASSANS-RIOTTIER, le 16 août 2021

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



Observations :

L'architecte des Bâtiments de France dans son avis conforme défavorable du 21 juillet 2021 a émis des observations et des pistes pouvant être envisagée pour trouver une issue favorable au projet à savoir :

- La porte métallique devra être traitée avec un parement en lame de bois, peint dans les tons de brun foncé
- Le soubassement du mur devra être enduit avec un enduit d'une teinte plus soutenue que l'enduit principal, dans une finition talochée ou grattée fin (références indicatives T80, T70, T60, T30, O70 « Parex » - 010, 221, 012, 215, 212 « Weber&Broutin » - 85, 549, 29, 450 « Saint-Astier ».
- La résine devra être remplacée par un matériau plus adapté (gravier, concassé, stabilisé...)

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.
A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.